La destitution de Frédéric Rodriguez-Luz du point de vue du respect de la Constitution du Royaume

1. Raisons de la destitution

Le 13 mars 2023 Frédéric Rodriguez-Luz, sans consultation préliminaire, publiait un message sur les réseaux public, indiquant des soi-disant dysfonctionnements, sans en donner des explications, et annonçait qu'il allait gouverner dorénavant par décrets royaux.

Huit jours plus tard, de nouveau par message sur les réseaux publics, il limogea par décret royal 2025/02 deux membres du Conseil du Royaume, (qui sont nommés à vie) et deux membres du Conseil d'Etat, sans en donner une raison justifiée.

Ces deux actions représentent deux violations caractérisées de la constitution, dont Rodriguez-Luz prêté serment solennel de la respecter.

En effet, un décret est une loi et toute loi doit être discutée par le Conseil d'Etat, articles 30 et 31 et être promulguée par le Conseil du Royaume, article 21

2. Réaction des Conseils

Les deux violations de la constitution étant considérées par le Conseil d'Etat et le Conseil du Royaume comme nulles et non avenues, Le Président du Conseil du Royaume ne trouvant dans la constitution aucune référence pour une telle situation, a convoqué régulièrement le 28.3.2023 le Conseil du Royaume et le Conseil d'Etat en faveur de l'article 23 donnant au Conseil du Royaume le pouvoir de tout régler ce qui n'est pas prévu par la Constitution.

Ces réunions ont eu lieu le 12 avril 2023, et les Conseils ont décidé la destitution, eu égard aux graves manquements à la constitution de Frédéric Rodriguez-Luz et aux polémiques et graves accusations et insultes par lui et par son entourage.

Cette décision a été prise par sept conseillers présents ou représentés, un absent ne s'est pas prononcé, un absent s'y est opposé, 3 autres ne se sont pas présentés et n'ont pas donné de consigne, dont un contestait la légalité de la réunion.

Les deux Conseils en réunion ont alors constitué le Conseil de Régence, qui a voté à la totalité des personnes présentes ou représentées la nomination d'un successeur à Rodriguez-Luz.

Celui-ci, ainsi que les trois conseillers absents ont contesté la validité de l'élection du nouveau Prince en arguant qu'une destitution n'était pas prévue dans la constitution., L'abdication de Rodriguez-Luz en 2025, alors qu'il clamait toujours remplir sa tâche jusqu'à la fin de sa vie, prouve cependant qu'il s'était rendu compte d'être coupable de violation de son serment de respecter la constitution.

3. La tradition Mapuche

La monarchie instituée par Orélie-Antoine était une monarchie constitutionnelle, qui avec ses deux chambres, le Conseil du Royaume et le Conseil d'Etat, reprenait en partie les habitudes de l'organisation du Peuple Mapuche. A ce titre, et pour ne pas engager des constitutionnalistes d'aujourd'hui, on peut se référer à l'interprétation qu'en a donné le successeur d'Orélie-Antoine dans une interview donnée le 24 juillet 1882 :

Les caciques avaient reconnu la nécessité d'une fédération de toutes leurs tribus, pour la protection de la patrie commune. Alors Orélie-Antoine démontra la nécessité d'organiser un pouvoir fédéral qui serait indépendant des pouvoirs particuliers de chaque cacique, tout en respectant l'indépendance de tous. Cette idée acceptée, Orélie-Antoine en bénéficia le premier: il fut élu roi d'Araucanie et de Patagonie.

Dès son avènement il promulgua une constitution, à laquelle je n'ai fait aucun changement et qui est en pleine vigueur. Le pouvoir exécutif est confié au roi, qui légifère avec le concours de deux conseils: le *Butta-Yog*, formé des plus vieux caciques, et le *Yog* composé des jeunes caciques. Toutes les mesures proposées par le

roi doivent être adoptées par ces deux assemblées.

Cette constitution de l'autorité royale laissa subsister intacte la constitution traditionnelle des Araucans et des Patagons. Le roi n'essaya pas de toucher aux cinq grands caciques ni aux feudataires de ces grands chefs, qui continuèrent, chacun dans sa tribu, à exercer les droits de justice et de police. Seulement, comme le roi avait été élu surtout pour centraliser l'action militaire, il se réserva la nomination des *Toquis*, qui sont les généraux des Patagons.

Achille confirme, que toutes les mesures proposées par le roi doivent être absolument adoptées par ces deux assemblées.

Ce non-respect par Rodriguez-Luz de ce point essentiel de la constitution, qui donne le pouvoir au Conseils de contrôler le roi, justifiait non seulement largement la décision des conseils de prononcer la destitution, mais la rendait aussi indispensable pour garantir un bon fonctionnement des institutions.

Les anciens caciques Mapuche ne l'auraient pas fait autrement, sauf que leur décision aurait été violente.

Toute décision de Rodriguez-Luz ultérieure au 13. Mars 2023 est ainsi nulle et non avenue, aussi bien en ce qui concerne les octrois de titres, les attributions de décorations et bien entendu concernant sa succession.